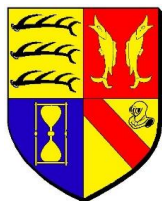


# Règlement De la Consultation



Pouvoir adjudicateur
<p><b>Commune de BADEVEL</b> <b>16 Grande Rue</b> <b>25490 BADEVEL</b></p>

Objet de la consultation
<p><b>Réfection de voirie, aménagements de sécurité et mobilités douces RD463/RD210</b></p>

Date limite de remise des offres
<p><b><u>Le 30 Avril 2025 à 12h00</u></b></p>

---

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	3
2.1 Etendue et mode de la consultation.....	3
2.2 Décomposition en tranches et lots .....	3
2.3 Les prestations supplémentaires éventuelles .....	3
2.4 Compléments à apporter au C.C.T.P. ....	3
2.5 Modifications de détail au dossier de consultation .....	3
2.6 Délai d'exécution .....	4
2.7 Type de cocontractants .....	4
2.8 Délai de validité des offres.....	4
2.9 Variantes .....	4
2.10 Type de prix retenu .....	4
2.11 Modalités de financement et de règlement.....	4
2.12 Unité monétaire retenue.....	5
2.13 Maîtrise d'œuvre .....	5
ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES .....	5
ARTICLE 4 - SELECTION ET EXAMEN DES CANDIDATURES .....	7
ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES.....	7
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	10
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	10
7.1 . Cautions et garanties exigées : .....	10
7.2 . Renseignements complémentaires .....	10
ARTICLE 8 - PROCEDURES DE RECOURS .....	10
8.1 - Instance chargée des procédures de recours .....	10
8.2 - Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours .....	10

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation a pour objet les travaux décrits à la page 1.  
Lieux d'exécution des travaux : **25490 BADEVEL**

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2.1 ETENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION**

Les travaux seront attribués par passation d'un marché **à procédure adaptée**.  
Ce marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique - décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018.  
**Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier ou d'attribuer sans négocier. S'il y a négociation, le pouvoir adjudicateur négociera avec les toutes entreprises et la négociation portera sur le prix et la valeur technique de l'offre.**

### **2.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS**

**Le marché est décomposé en lot et tranche de la manière suivante :**

- **LOT 1 voirie :**
  - **Tranche ferme : Aménagement de trottoirs et de voie verte**
  - **Tranche optionnelle 1 : Aménagement du carrefour RD 463 / RD 210**
  - **Tranche optionnelle 2 : Aménagement d'une écluse RD 209**
- **LOT 2 : Voie verte construction bois**

### **2.3 LES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES**

Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

### **2.4 COMPLEMENTS A APPORTER AU C.C.T.P.**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.). Aucune dérogation au C.C.T.P. (sauf erreur et non-conformité aux normes) ne sera acceptée.

### **2.5 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.  
Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2.6 DELAI D'EXECUTION**

- **LOT 1 voirie :**

La période de préparation est fixée à : **15 jours ouvrés**

Le délai d'exécution est fixé à :

- **Tranche ferme : 60 jours ouvrés**
- **Tranche optionnelle 1 : 20 jours ouvrés**
- **Tranche optionnelle 2 : 10 jours ouvrés**
- 

Date prévisionnelle de démarrage effectif des travaux : **Juillet 2025**

- **LOT 2 voie verte construction bois :**

La période de préparation est fixée à : **30 jours ouvrés**

Le délai d'exécution est fixé à : **60 jours ouvrés**

Date prévisionnelle de démarrage effectif des travaux : **Juillet 2025**

## **2.7 TYPE DE COCONTRACTANTS**

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée.

Toutefois en cas d'attribution, il sera demandé à ce que dans le groupement conjoint retenu, le mandataire soit solidaire.

En vertu du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et membre d'un ou de plusieurs groupements, ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

## **2.8 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

## **2.9 VARIANTES**

**Les variantes sont autorisées pour le lot 1 et le lot 2.**

**Les candidats devront répondre impérativement à l'offre de base ; Les variantes sont limités 3 variantes par candidats.**

**Les variantes pourront être proposées pour améliorer le critère technique ou environnementale de l'offre.**

## **2.10 TYPE DE PRIX RETENU**

**Marché conclu à prix actualisables.**

## **2.11 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT**

**Application des articles du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018.**

**Modalités de paiement : Virement administratif**

## **2.12 UNITE MONETAIRE RETENUE**

**Euro.**

## **2.13 MAITRISE D'ŒUVRE**

La maîtrise d'œuvre est assurée par BEREST RHIN-RHONE – 71 rue du Prunier - B.P. 21227 - 68012 COLMAR Cedex - Tél. 03.89.20.30.10

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission normalisée de maîtrise d'œuvre.

### **ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES**

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par eux :

#### ***A) Pièces de la candidature :***

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus dans le décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;
- Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat ;
- Lettre de candidature (imprimé DC1)
- Déclaration du candidat (imprimé DC2)

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus dans le décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus dans le décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont

- prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ;
  - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
  - Si le candidat le souhaite : tout document attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate (qualifications, certifications, etc...)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**B) un projet de marché** comprenant :

Le dossier à remettre par les candidats comportera les pièces suivantes :

- . **un acte d'engagement** (cadres ci-joints à compléter), à dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises concurrentes ayant vocation à être titulaires du marché  
Celui-ci sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché (cf. annexe à l'A.E. en cas de sous-traitance)  
Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer, s'il y a lieu, le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. La liste des dérogations pour chacune des solutions proposées figurera en annexe de l'acte d'engagement.
- . **le cahier des clauses administratives particulières** (ci-joint à accepter sans aucune modification)
- . **le cahier des clauses techniques particulières** (ci-joint à accepter sans aucune modification, hormis erreurs ou non-conformité aux normes) ainsi que ses annexes éventuelles
- . **le Bordereau des Prix Unitaires** (ci-joint à compléter)
- . **le Détail Quantitatif et Estimatif** (ci-joint à compléter)
- . **un mémoire explicatif, descriptif et justificatif** incluant entre autres :
  - o L'installation de chantier et mesures prises pour le respect de l'environnement,
  - o Fiches techniques de tous les matériaux que l'entrepreneur se propose de mettre en œuvre (description technique, conformité aux normes NF/EN, fournisseur, ...),
  - o La méthodologie de réalisation des travaux adaptée au contexte local,
  - o Planning prévisionnel,
  - o Les contrôles que réalisera l'entrepreneur en cours de chantier et autres procédures permettant de garantir la qualité de la réalisation,
  - o Modalités de réalisation des plans de récolement.
- . **les plans**
- . **un planning d'exécution des travaux en cohérence avec le délai d'exécution.**

## **ARTICLE 4 - SELECTION ET EXAMEN DES CANDIDATURES**

### **Critères de sélection des candidatures :**

Ne sont pas recevables les candidatures des soumissionnaires qui ne répondent pas aux obligations du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018.

Les candidatures seront examinées en tenant compte :

- du statut juridique et des capacités professionnelles : liste des personnes habilitées à engager l'entreprise, liste du matériel et du personnel disponibles avec le nom du conducteur de travaux (responsable du chantier) qui réalisera l'opération
- capacités économiques et financières : déclaration concernant le chiffre d'affaires au cours des trois dernières années
- capacités techniques : certificats de capacité datant de moins de 3 ans (Maître d'Ouvrage, date d'exécution, montant des travaux)

Ne sont pas recevables les candidatures des soumissionnaires :

- qui ne sont pas en règle au niveau de leur situation fiscale et sociale, conformément au Code de la commande publique
- en état de liquidation judiciaire ou dont la faillite personnelle a été prononcée
- exclus des marchés publics
- qui n'ont pas fourni les renseignements et documents prévus au présent règlement.

Le ou les candidats retenus produiront les certificats et attestations prévus dans le décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

## **ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES**

Après avoir vérifié la conformité du dossier remis et les capacités techniques et professionnelles du candidat ainsi que ses références professionnelles, le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères suivants en fonction de la pondération qui leur a été attribuée :

- 1.) valeur technique, **appréciée sur la base du mémoire technique jugées sur 30 points**
- 2.) **Valeur environnementale de l'offre jugée sur 10 points**
- 3.) **Prix jugé sur 60 points**

### **Pondération des critères :**

#### **1) Valeur technique : 30 points**

La valeur technique sera jugée sur la base des éléments décrits et justifiés dans le mémoire technique fourni par le candidat dans son offre. La note maximale sera de 30 points se décomposant comme suit :

ANALYSE DE LA VALEUR TECHNIQUE DES OFFRES		
CRITERES		POINTS MAXIMUM
Installation et préparation de chantier	Plan et description de l'installation de chantier	1
	Description de la préparation du chantier	2
	Moyens humains mis en œuvre pour le chantier	3
Moyens humains, matériels et matériaux dédiés	Moyens matériel mis en œuvre pour le chantier	3
	Présence des fiches techniques que l'entrepreneur se propose de mettre en œuvre sur le chantier , en cohérence avec le CCTP	4
Organisation du chantier	Sécurité sur chantier	2
	Méthodologie globale de réalisation des travaux adapté au contexte du chantier	3
	Méthodologie détaillée de réalisation des différents postes de travaux	3
	Suivi du chantier, suivi des procédures et des sous-traitants	2
	Suivi de la qualité et des procédures sur chantier	2
Planning et phasage	Planning, et phasage des travaux adapté au contexte et aux contraintes du chantier	5
TOTAL DE LA VALEUR TECHNIQUE 30 / 30		

Chaque critère sera jugé de la manière suivante :

Incomplet et non adapté :	0,00% de la note du critère
partiellement complet et non adapté :	25,00% de la note du critère
Complet et non adapté :	50,00% de la note du critère
Partiellement complet et partiellement adapté :	50,00% de la note du critère
Complet et partiellement adapté :	75,00% de la note du critère
Partiellement complet et adapté :	75,00% de la note du critère
Complet et adapté :	100% de la note du critère

La somme de la notation de chaque critère donnera la note du candidat sur 30 points.



## 2) Valeur environnementale : 10 points

La valeur technique sera jugée sur la base des éléments décrits et justifiés dans le mémoire technique fourni par le candidat dans son offre. La note maximale sera de 30 points se décomposant comme suit :

ANALYSE DE LA VALEUR ENVIRONNEMENTALE DES OFFRES		
CRITERES		POINTS MAXIMUM
Valeur Environnementale	Gestion et réduction des nuisances	1
	Préservation des milieux (végétation, cours d'eau,...)	2
	Valorisation des matériaux du site Provenance des matériaux	6
	Gestion des déchets	1
TOTAL DE LA VALEUR ENVIRONNEMENTALE		10 / 10

Chaque critère sera jugé de la manière suivante :

Incomplet et non adapté :	0,00% de la note du critère
partiellement complet et non adapté :	25,00% de la note du critère
Complet et non adapté :	50,00% de la note du critère
Partiellement complet et partiellement adapté :	50,00% de la note du critère
Complet et partiellement adapté :	75,00% de la note du critère
Partiellement complet et adapté :	75,00% de la note du critère
Complet et adapté :	100% de la note du critère

La somme de la notation de chaque critère donnera la note du candidat sur 10 points.

## 3) Prix : 60 points

Le moins disant aura 60 points. Les autres candidats auront un nombre de points calculé comme suit :

$$60 \times (\text{Montant du moins disant} / \text{Montant de l'offre évaluée})$$

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans les pièces de prix, il ne sera tenu compte que des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Le candidat concerné sur le point d'être retenu sera invité à rectifier son offre.

En cas d'incohérence majeure persistante, l'offre de l'entrepreneur pourra être considérée comme non conforme et rejetée.

Le candidat dont le total des points sera le plus élevé en ajoutant les points obtenus pour le prix et la valeur technique de l'offre sera déclaré mieux disant.

En cas d'égalité, l'offre ayant eu la meilleure note pour la valeur technique sera retenue.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

Retrait et remise des offres par voie électronique sur le site : <https://marches-securises.com>

Les offres doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

## **ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **7.1. CAUTIONS ET GARANTIES EXIGES :**

La retenue de garantie de 5 % peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues dans le décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018.

### **7.2. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude ainsi que les demandes pour se rendre sur le site, les candidats devront faire parvenir une demande par voie électronique sur le profil d'acheteur.

## **ARTICLE 8 - PROCEDURES DE RECOURS**

### **8.1 - INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS**

Tribunal administratif de Besançon.

### **8.2 - SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS**

Tribunal administratif de Besançon.